

OBSERVATIONS
prononcées à la suite de la communication de M. Pierre-Frédéric Ténière-Buchot

(séance du lundi 28 janvier 2002)

Gérald ANTOINE : Votre propos, que j'ai vivement savouré, se nourrit pour finir, comme déjà vers le début, de références religieuses et l'« humanisme », selon vous, n'est pas étranger au problème de l'eau. Me permettez-vous donc d'entrouvrir une perspective littéraire et d'ajouter à votre formule « telle eau, tel homme » deux mots. Cela donnerait : « telle eau, tel homme de lettres » ! Par le fait vers 1820, au temps de Cabanis et de Lavater, on suggéra de caractériser les hommes en les répartissant sous le signe des quatre éléments. Balzac eut l'idée d'appliquer cette classification aux écrivains. C'est ainsi qu'il plaça Lamartine (il ne fut pas le seul) sous le signe de l'eau. Mais pas de la même eau que son ennemi : la poésie de Lamartine était « fluide » ; la prose de Sainte-Beuve était du « français humide ». A propos de l'auteur des *Méditations* oserai-je ici rappeler le mot de Flaubert : « Lamartine, qui ne pisse que de l'eau claire ... »

Ce n'est là qu'une amorce de piste. Il y aurait pour le moins une thèse à écrire sur l'Eau et la littérature.

*
* *

Jean BAECHLER : Les gens compétents sont-ils capables d'estimer approximativement le rôle du gaspillage dans les problèmes posés par l'eau et, si oui, d'estimer le rôle des prix, artificiels ou subventionnés, dans ce gaspillage ?

*
* *

Roland DRAGO : L'eau dont vous avez parlé n'est ni l'eau source d'énergie, ni l'eau comme moyen de transport. Vous avez certainement des raisons pour avoir écarté ces deux aspects de l'eau. Il faudrait pourtant savoir s'il y a un pourcentage important d'eau qui sert à l'énergie, d'eau qui sert au transport ou si ces deux utilisations sont en voie de disparition, d'autant plus que des projets gigantesques sont actuellement en cours de réalisation, en Afrique du Sud et en Chine par exemple. Ces projets, qui sont hors de toute mesure, visent-ils à assurer seulement l'irrigation, l'alimentation et l'hygiène ou ont-ils aussi une autre finalité ?

Permettez-moi ensuite de m'exprimer en tant que juriste. Vous avez dit que les travaux effectués par les entreprises d'eau étaient des travaux privés et qu'on les appelait travaux publics. Cela tient au fait que, dans 90 % des cas, les entreprises ne font que passer des marchés publics avec des personnes publiques. J'ajouterai que, depuis que l'eau a pu être distribuée pour servir à la boisson et à l'hygiène, elle n'a jamais été utilisée directement par ses propriétaires. On a toujours procédé par concessions. Toutes les entreprises, y compris celles dont vous parlez, et qui sont devenues gigantesques, sont concessionnaires des communes pour la distribution de l'eau. Il y a là un problème général sur lequel vous pouvez peut-être nous renseigner : pourquoi, alors que d'autres denrées n'ont pas été considérées comme correspondant à un service public, a-t-on estimé que l'eau ne pouvait pas être vendue

par des particuliers à d'autres particuliers, mais qu'un contrôle des communes et de l'Etat devait s'exercer par des concessions ?

*
* *

Edouard BONNEFOUS : Face à l'ampleur du sujet, je me limiterai à quelques réflexions. D'abord je remercie notre conférencier d'avoir bien voulu faire mention des efforts que j'ai déployés durant de très nombreuses années pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes de l'eau. Je n'ai, hélas, que partiellement réussi, sauf quand, président de l'Agence des Espaces verts, j'ai imposé une véritable politique de l'eau dans la région parisienne. Mais cela reste limité. Je comprends d'autant moins cette indifférence que toutes les religions attribuent à l'eau un pouvoir magique : il suffit de mentionner le baptême chez les catholiques, l'eau chez les musulmans avant d'entrer dans la mosquée et en Inde, notamment, le pouvoir magique du Gange sur les vivants, et même pour accueillir les morts ; pourquoi n'a-t-on pas mis au premier plan de nos préoccupations la question de l'eau ?

En ce qui concerne l'hygiène, un grand progrès a été réalisé grâce à Pasteur. Ce dernier a en effet imposé que le lavage des mains précède toute intervention médicale, la plus insignifiante soit-elle. Aujourd'hui encore, ce précepte est respecté dans les milieux médicaux – et, à plus forte raison, chirurgicaux. On considère également qu'il faut amener dès l'enfance, les jeunes à faire un usage approprié de l'eau.

Mais, mon souci tient au fait qu'il n'y a pas que l'eau des rivières ; il y a aussi l'eau de mer, qui, actuellement, est touchée par une pollution dépassant tout ce que l'on pouvait imaginer. Je citerai un seul exemple parmi beaucoup d'autres : la Méditerranée a vu augmenter sans cesse en 25 ans les populations qui la bordent. Cette mer est devenue un dépotoir, réceptacle de tous les effluents industriels et privés. Malheureusement, on n'arrive pas à imposer l'idée que des efforts importants sont nécessaires. Sur le plan mondial, on ne parviendra à aucun résultat tangible, à moins de passer par de grands organismes intergouvernementaux puissants qui soient susceptibles d'imposer à des gouvernements réticents une véritable protection de la mer. L'Europe, je l'espère, va donner un bon exemple. Il y va en effet de l'avenir de l'homme et l'on ne saurait continuer à négliger le problème crucial de l'eau.

*
* *

Jean-Marie ZEMB : Le prédécesseur de Raymond Aron dans notre Compagnie, Gaston Bachelard (1955-1962), avait prêté une grande attention aux valeurs symboliques des quatre éléments, **dont l'eau**, à laquelle certains présocratiques - précurseurs en cela de la psychanalyse - accordaient sinon la priorité, du moins une préséance. Si la tradition de l'Académie des sciences morales et politiques accorde une place à l'histoire de la littérature dans la section de morale et de sociologie, c'est évidemment en raison de l'éclairage qu'apporte cette discipline à ses préoccupations. Vient de paraître dans les *Cahiers de Lexicologie* une contribution d'Etienne Brunet sur la répartition des occurrences du vocable /eau/ dans les œuvres dépouillées dans la base de FRANTEXT, un corpus de 100 millions de mots qui a servi notamment à élaborer le TLF, y compris pour la diachronie.

De l'analyse factorielle et thématique dont l'essentiel est résumé dans une quinzaine de pages, on retire l'impression d'une lente prise de conscience collective de l'importance de l'eau depuis le XVII^e siècle, qui ne paraissait sensible aux dangers de l'eau qu'en matière de navigation, risque de naufrage et de construction de ports. Les

jardins et parcs des châteaux avait déjà intégré l'eau dans leur paysage, et souvent de manière coûteuse. Le romantisme chanta la nature de l'eau tantôt sauvage, tantôt apaisante. Il y a 150 ans, l'eau cessa d'être un objet de contemplation ou de spectacle, pour devenir un milieu domestiqué, une source d'activité industrielle et une condition de loisirs. Les adjectifs associés à l'eau témoignent de cette évolution: des caractérisations poétiques telles que pure, vive, claire, fraîche, les écrivains passent à l'élément de confort, l'eau courante, froide ou chaude (le robinet, l'évier, les douches, le tout-à-l'égout), puis aux menaces pour la santé: vases nauséabondes, cours d'eaux et nappes phréatiques polluées, inondations et autres traits pertinents particulièrement déplaisants.

Au début des années 80, le philosophe non-déconstructionniste que j'étais se rendit à la Direction compétente du ministère pour émettre une suggestion qui eût servi un *développement durable* (en créant au surplus de nombreux emplois de maçon et de plombier irremplaçables par la machine). Il s'agissait d'entreprendre l'installation d'un réseau d'eau non seulement potable, mais buvable et de doubler ainsi le réseau existant que l'on ne parvenait manifestement plus à alimenter dans des conditions correctes. Mes propos n'eurent évidemment aucun écho, mais ils reçurent trois réponses que je voudrais ici transformer en questions au communicant:

(a) les bénéfiques des sociétés qui exploitent les eaux s'investissent de préférence ailleurs, soit dans le secteur des eaux minérales embouteillées dans du plastique (perméable aux gaz d'échappement), soit dans des secteurs d'autres ondes, les électromagnétiques, support des communication. Ne pourrait-on pas les affecter, à travers les contrats des communes, au progrès en matière de gestion des ressources en eau?

(b) l'entreprise reviendrait trop cher et conduirait à l'augmentation passive de *l'endettement*. Ne devrait-on pas créer à cet égard un *budget d'exception*, l'investissement correspondant étant plutôt considéré comme des *arrhes* dont les générations futures nous seraient reconnaissantes d'avoir penser à elles?

(c) quelques exemples tels que ceux de la ville de New-York permettent dès à présent d'écarter le modèle d'un *double réseau* (en plus du réseau spécifique existant d'eau à usage industriel) en raison du risque statistiquement grave de la confusion des robinets [sic] par les usagers désireux de profiter de l'eau la moins chère, la moins dépolluée et la plus dangereuse pour la santé. Ces arguties seraient-elles encore aujourd'hui considérées comme des arguments sérieux?

*

* *

Emmanuel LE ROY LADURIE : Y a-t-il une politique européenne de l'eau ? Est-elle réelle ? Est-elle concevable ? Est-elle souhaitable ?

*

* *

Jacques DUPÂQUIER : Permettez-moi de vous faire remarquer que l'eau que nous avons tous ici devant nous sur les tables n'est pas de l'eau du robinet, mais de l'eau minérale. Si nous buvons de l'eau minérale, ce n'est pas parce que l'eau du robinet est trop chère, mais

parce qu'empoisonnée par l'atrazine et les nitrates, elle n'est quasiment plus potable. Cela nous amène au problème crucial de la pollution. Je ne veux pas parler ici du Tiers Monde, mais de l'Europe, qui certes ne manque pas d'eau, mais la gaspille et la pollue dans la proportion de 97-98 %. Il convient de noter que l'eau est beaucoup moins gaspillée par celui qui met trop longtemps à se débarbouiller que par les rejets de l'agriculture et l'utilisation agricole et industrielle de l'eau. Dans ce domaine, il est évident que les pollueurs ne sont pas les payeurs. A cet égard, j'aimerais connaître votre avis sur le projet de loi sur l'eau qui a été déposé. Il me semble personnellement qu'il existe une disproportion scandaleuse entre ce qui va être payé par les usagers et ce qui va être payé par les pollueurs.

*
* *

Jacques de LAROSIERE : Le conférencier a évoqué les concessions de service public. Ce sont des sujets dont j'ai eu à traiter lorsque je m'occupais de l'investissement dans les pays de l'Est, où l'eau est particulièrement polluée par les déchets industriels. La difficulté liée aux concessions de service public est la question du prix d'équilibre. Ce prix doit être régulé par des autorités de contrôle indépendantes afin que l'on s'assure que le concessionnaire ne profite pas d'une situation de monopole – au moins au plan local. Mais la difficulté que l'on rencontre quand on finance ce genre de projet, c'est de s'appuyer sur un système réglementaire qui permette aussi aux investisseurs de procéder à des équipements avec une relative sécurité financière.

Après cette observation, j'aimerais poser une question concernant les systèmes de distribution d'eau. J'ai ainsi appris qu'en Tunisie, on pratiquait depuis quelques années le système des retenues d'eau collinaires – inventé par la Chine ancestrale. Ce sont des travaux modestes, réalisés par les paysans locaux, et qui consistent à creuser de petits bassins où sera recueillie l'eau de pluie, eau qui rendra ensuite possible une irrigation très localisée. Ce système est, paraît-il très efficace et permettrait de maintenir la production agricole à un niveau satisfaisant, même en cas de sécheresse. On l'oppose souvent au système des grands barrages, tel qu'il est pratiqué en Algérie, et qui est souvent antinomique de l'équilibre écologique. Quel est votre sentiment sur ce point ?

*
* *

Pierre CHAUNU : Je ne sais si je dois remercier notre conférencier, car il m'a conforté dans mes mauvaises pensées. Il nous a été admirablement démontré que l'on ne saurait résoudre le problème posé dans un cadre général, celui de l'O.N.U. par exemple, parce que l'on obtient en fait une régression. J'ai appris avec plaisir ... la création prochaine d'un grand machin international qui nous permettra sans doute de mesurer une accélération de la régression. Bien évidemment les problèmes de l'eau se résolvent dans des cadres modestes, des cadres identitaires, ceux de communes ou autres ensembles. Il existe des techniques très humbles, peu coûteuses et peu polluantes, mais qui résultent du **travail**. L'eau, certes, nous tombe du ciel, mais l'eau consommable, il faut l'amener et cela nécessite du travail, parfois même plus de 35 heures par semaine. Si l'on compare le Nord et le Sud, ce n'est pas la courbe des pluies qui explique les différences dans l'approvisionnement en eau. Si nous avons de l'eau, c'est parce que nos ancêtres ont fait des efforts. Que prouve l'O.N.U., sinon qu'il y a des différences de développement ? Que suscite-t-elle, sinon des rejets de la part de populations qui, constatant que l'on ne fait rien pour elles, décident de ne rien faire ? Il n'y a que de grands organismes, telle l'O.N.U. pour croire ou faire semblant de croire que

l'humanité est monolithique et que l'on peut résoudre les problèmes globalement. Les hommes, ce sont en fait des familles, des cultures et il ne suffit pas de les mélanger comme de la mayonnaise.

*
* *

Marcel BOITEUX : Ma question est liée au problème du gaspillage de l'eau. Au cours de notre réflexion sur le développement durable, cette année, nous ne pourrions éviter de parler des mégalo-poles de 12 à 15 millions d'habitants qui vont se constituer dans le monde en voie de développement, et dont beaucoup se développeront sur des littoraux. L'idée s'impose, lorsqu'on pense à ces formidables concentrations humaines, que ce serait un grand progrès d'avoir un double réseau de distribution avec, d'un côté, de l'eau pure pour l'alimentation et, de l'autre, un réseau sommaire transportant de l'eau de mer pour les autres usages. Pensez-vous qu'il faille envisager de traiter le problème de l'eau de cette façon dans les mégalo-poles qui sont en train de naître ?

*
* *

Réponse : Permettez-moi de répondre tout d'abord à la question de M. le Président Boiteux, puis de regrouper les questions dans trois domaines : 1/ un domaine un peu technique, celui de la pollution, de l'agriculture et du gaspillage ; 2/ un domaine sémantique, car je crois que le vocabulaire est très important ; 3/ un domaine sur l'économie politique.

Les mégalo-poles constituent le grand phénomène des décennies présentes. Mexico, avec plus de 25 millions d'habitants, est un assez bon modèle de ce qui se passe actuellement en Chine et ailleurs dans l'hémisphère Sud. Que voit-on dans ces mégalo-poles ? Toutes les solutions y sont utilisées en même temps. Dans les quartiers riches existent des réseaux d'eau semblables aux nôtres. Un peu plus loin sont utilisés des tronçons de tuyau, un tronçon de tuyau n'étant rien d'autre qu'une bombonne ou une bouteille. Un peu loin encore, il n'y a plus que l'eau du caniveau – avec la prolifération des maladies contre lesquelles luttait Pasteur. Plus on s'éloigne du centre, plus on régresse dans le temps. Comment peut-on résoudre les problèmes posés ? Sans doute par la réalisation de micro-projets, au niveau de la famille, du groupe ou du clan. Néanmoins la somme de ces réalisations positives ne saurait résoudre le problème gigantesque qui se pose aussi à un niveau macro-technique, macro-économique et macro-politique. Il y a donc une certaine concurrence entre des solutions pratiques et utiles, mais qui ne résolvent pas le problème global, et des solutions globales qui, la plupart du temps, ne dépassent pas le stade du rapport. Il conviendrait donc de traiter le problème par les deux bouts.

Le développement durable peut naître de la réunion de trois sortes de personnes : 1/ les pouvoirs publics, avec la souveraineté – mais aussi parfois l'impuissance – qui les caractérise ; 2/ les pouvoirs privés, qui se détournent des difficultés parce que leurs actionnaires leur demandent une rentabilité maximale immédiate ; 3/ les clients, les citoyens, payeurs plutôt que financiers. La présence de cette troisième catégorie est seule garante d'espoir, car les pouvoirs publics ne sauraient se renforcer face à des problèmes de plus en plus difficiles, et les pouvoirs privés ne sauraient être empêchés de réinvestir les bénéfices de l'eau dans des domaines autres que l'eau, par exemple la communication ou les téléphones

portables, beaucoup plus lucratifs à court terme. C'est ainsi qu'en Ethiopie, il n'y a pas d'eau courante, mais des téléphones portables.

L'évolution du vocabulaire est très intéressante car elle permet de renverser les priorités. Jadis, le PPP (Principe Pollueur-Payeur) était à la mode. De nos jours, PPP a une tout autre signification. Cela signifie Partenariat Public-Privé. Il y a donc eu un changement du technique vers le financier. Désormais tout le monde se moque de l'eau ; ce qui importe, c'est la concession. L'enjeu, c'est l'aspect financier et cela est très révélateur de la modification des rôles joués par les différents partenaires.

Actuellement, il y a environ cent milliards d'euros en circulation pour les nouveaux investissements de l'année et le fonctionnement de investissements passés en matière d'eau. Ça ne représente pas grand chose, particulièrement quand on sait que 85 % de cette somme sont réservés aux pays nantis et 15 % pour les autres, les autres représentant à peu près 80 % de l'humanité. Ce n'est malheureusement pas en multipliant les petites réalisations souvent exemplaires que l'on parviendra à provoquer un changement dans les mentalités et, partant, dans les priorités publiques. Ce qui manque actuellement, ce sont les garanties, c'est-à-dire le fait que la collectivité représentée par ses élus vienne aider à résoudre les catastrophes financières qui se produisent inmanquablement. Cela se pratique dans l'énergie, dans l'aéronautique, dans l'armement, dans l'agroalimentaire, mais pas dans le domaine de l'eau, alors que ce dernier est plus meurtrier que l'industrie de l'armement.

Pour ce qui est de l'agriculture, il convient de noter que 70 % des ressources mondiales d'eau douce sont utilisées pour la production agroalimentaire – en moyenne et avec des écarts considérables : en Egypte, près de 90 %, mais en France 15 % seulement. Pourquoi est-on arrivé à un pourcentage aussi élevé ? Simplement parce qu'il a été répondu à la demande croissante de produits agroalimentaires par des moyens inappropriés, si bien que 35 % de l'eau – c'est-à-dire la moitié de 70 % – est perdue totalement. Or les perspectives de transformation de l'agriculture sont sombres. L'évolution actuelle nous conduit en effet vers une agriculture industrielle sans paysans, et surtout sans les paysans locaux, car on n'exige qu'une chose : produire le plus possible, le plus rapidement possible, à n'importe quelle qualité et à n'importe quel prix.

Est-il scandaleux d'avoir une bouteille d'eau minérale sur cette table ? C'est un problème tout à fait classique de rapport capital-travail. Si l'on a une carafe, il faut la rincer au moins une fois par jour, la ranger etc., ce qui entraîne des problèmes de personnel et de charges sociales. Si l'on se contente d'acheter des bouteilles d'eau, il suffit de considérer les rapports entre le directeur des achats et les fournisseurs plus la T.V.A. Donc personne n'hésite à acheter de l'eau en bouteille. Il est bien sûr possible d'utiliser de l'eau du robinet et, si l'on met une étiquette sur la bouteille, elle devient de « l'eau de table ». Si, en plus, on l'affuble du nom d'un saint, elle devient *ipso facto* de l'eau d'excellente qualité.